

Un “fonds de soutien au patrimoine français”, abondé par l’Arabie saoudite, pourrait voir le jour en 2024.



Article rédigé par Fdesouche, le 03 mars 2024

Source [Fdesouche] : Cela devait être la cerise sur le gâteau de [l'accord intergouvernemental signé en avril 2018](#) entre la France et l'Arabie saoudite pour l'aménagement du site nabatéen d'Al-Ula. Le traité prévoyait la création d'un fonds de dotation pour le patrimoine français, abondé par l'argent saoudien en « reconnaissance de l'engagement de la partie française dans le cadre du partenariat ».

Six ans plus tard, cette promesse contractuelle s'est perdue dans les limbes. Le projet d'un fonds de soutien financé par le royaume wahhabite a toutefois ressurgi en mars 2023, à l'occasion du déplacement en Arabie saoudite de l'ex-ministre de la culture Rima Abdul Malak. Celle-ci fait alors valider le principe d'une liste d'une demi-douzaine de lieux, tels que le château de Compiègne (Oise), qui pourraient en bénéficier.

Le droit de regard offert aux Saoudiens a fait tiquer certains hauts fonctionnaires français. « *Il est évident que la France ne peut pas décider elle-même du fléchage, c'est la moindre des choses de discuter avec la partie saoudienne* », justifie un proche du dossier, confiant dans « *la volonté des Saoudiens de conclure très rapidement* ». La France peut d'autant plus remettre le sujet sur le tapis que son lobbying très actif a permis à [Riyad de décrocher l'Exposition universelle de 2030](#).

En 2018, Didier Selles, l'un des artisans du [Louvre Abu Dhabi](#) alors pressenti pour diriger Afalula, l'agence française chargée d'aménager le site d'Al-Ula, avait espéré obtenir 1,2 milliard d'euros de la part des Saoudiens. D'après nos informations, la dotation se situerait désormais autour de 700 millions d'euros.

[Lire la suite](#)

03/03/2024 01:00